



FUSION DGI/DGCP

Nos exigences pour un service public de qualité et de proximité

En lançant l'ouverture d'un chantier sur la fusion de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale de la Comptabilité Publique, le conseil des ministres du 20 juin a donné corps aux déclarations du candidat, aujourd'hui président, lors de la campagne électorale.

Cette annonce, qui se veut emblématique d'une volonté affichée de réforme, s'inscrit par ailleurs dans le cadre d'une réduction drastique du nombre de fonctionnaires stigmatisés comme principal responsable de la dette de l'Etat et, plus généralement, d'un recul progressif de la présence du service public sur le territoire.

Les propos tenus lors de cette campagne par Nicolas Sarkozy autorisent deux scénarii : le premier consisterait en une fusion des seules missions fiscales (deux administrations seraient alors maintenues : l'une regrouperait les missions de gestion et de contrôle de la dépense publique, l'autre les missions fiscales) tandis que le second porterait sur la fusion globale des deux administrations intégrant les missions fiscales (assiette et recouvrement de l'impôt) ainsi que les missions de gestion et de contrôle de la dépense publique (collectivités locales et Etat).

L'apparente cohérence pour le public du scénario de la fusion fiscale porte en lui le germe du rétrécissement du maillage territorial de proximité assuré par la DGCP. De fait une telle fusion risquerait d'accélérer le recul du service public fiscal mais également celui d'aide aux collectivités locales.

Quant au scénario de la fusion totale, le SNUI et SUD Trésor remarquent qu'il ne repose sur aucune logique et qu'il ouvrirait la porte à confusion des genres aboutissant à des services « fourre-tout » dans lesquels les contribuables seraient perdus et les agents mis sous pression du fait d'une polyvalence excessive.

Pour le SNUI et SUD Trésor, la simplicité de l'annonce gouvernementale ignore délibérément les particularités des deux directions, certes complémentaires par certains aspects, mais relevant de logiques de métier bien différentes qui supposent une connaissance spécifique ne pouvant s'acquérir que par l'expérience et une formation permanente et approfondie.

Pour le SNUI et SUD Trésor, la négation des différences n'a pour but que de renforcer l'idée préconçue que les deux directions sont concurrentes et font doublon. Le SNUI et SUD Trésor ne peuvent accepter cette vision réductrice et caricaturale. Pour nos organisations, ces deux schémas déboucheraient sur des remises en cause importantes des périmètres actuels et des conditions d'exercice des missions. L'amélioration du service serait ici bien hypothétique...

Alors qu'aucun bilan des expériences et expérimentations (Hôtels des Finances, compétences croisées, délégation inter trésorerie, numéro de téléphone unique ...) mises en place en 2006 et toutes sensées améliorer le service public rendu aux contribuables n'a encore réellement été fait, et que le programme Copernic devant doter les agents des deux administrations d'un seul et même outil informatique de travail pour la seule sphère fiscale n'est toujours pas opérationnel, cette façon de procéder semble surtout relever d'un pur affichage politique.

Alors que dans les deux administrations, la logique de l'industrialisation des missions, de leur concentration et de leur spécialisation se généralise, nous avons les plus grandes craintes sur l'avenir du service public de proximité reposant sur des structures « humaines » de petites ou de moyennes dimensions.

Vouloir rapprocher les usagers de leurs administrations et faciliter leurs démarches est un objectif respectable ; à condition toutefois de conserver un réseau territorial dense et de doter ces administrations de moyens suffisants.

Pour nos organisations, contrairement à l'idée sous-jacente que le contribuable bénéficierait d'un meilleur service, les scénarii envisagés contribueraient de fait à rendre ce service moins accessible et à détériorer encore plus les conditions de travail des agents.

L'urgence n'est pas une énième réforme supplémentaire sans garantie d'amélioration du service public mais à l'octroi de moyens adéquats pour assurer les missions, à une réelle amélioration des conditions de vie au travail, à une vraie reconnaissance des qualifications, notamment par une revalorisation du pouvoir d'achat, et à une gestion humaine et juste des personnels.